

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE

7 rue Pierre POIZAT
69240 Thizy-Les-Bourgs

Références : UD-R-CTESSP-24-N°229-SP
Code AIOT : 0006103556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE implanté 7 rue Pierre Poizat 69240 Thizy-les-Bourgs. L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVERY-DENNISON MATERIALS FRANCE
- 7 rue Pierre Poizat 69240 Thizy-les-Bourgs
- Code AIOT : 0006103556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Avery Dennison est implantée sur le site de Thizy depuis 1969, avec la même activité de fabrication d'étiquettes auto-adhésives (auparavant site d'une teinturerie).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 pris à la suite de l'instruction du bilan de fonctionnement. La rubrique IED n°3670 relative au traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques a été actée dans le courrier du 23 janvier 2014. Le site est en effet spécialisé pour le groupe dans l'application d'adhésif selon un procédé aux solvants.

L'adhésif est déposé par enduction (1 chaîne d'enduction) sur un support papier ou film plastique précédemment siliconé (1 ligne de siliconage), puis contre collé d'un frontal afin de constituer l'auto-adhésif. L'établissement dispose également d'une machine d'impression flexographie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques - Oxydateur	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 11.1 et annexe 2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 27.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques - SME et PGS	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article annexe 2	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 17.9	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.4	Levée de mise en demeure
5	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.1.1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever. Concernant les installations électriques, l'Inspection propose à madame la préfète de lever le premier paragraphe de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022.

Concernant le contrôle des accès au site, l'Inspection propose à madame la préfète de lever le deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022.

Il est ainsi proposé une levée complète de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - SME et PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - SME et PGS
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limites de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié. Les valeurs limites d'émissions relatives au COV ne sont pas applicables dans le cas de la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions COV. Celui-ci devra être transmis à l'inspection des installations classées chaque année. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'établissement ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies ci-dessus.
Constats : Lors de la visite du 14 septembre 2022, l'Inspection avait constaté que le schéma de maîtrise des émissions et le plan de gestion des solvants comportaient des erreurs sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- facteur de réponse des solvants non utilisé pour le calcul des EACc du SME ;- valeur erronée du facteur de réponse utilisé pour le calcul des émissions canalisées de 1-methoxy-2-propanol de la flexographie du PGS ;- la valeur du total des émissions diffuses du PGS ne correspond pas au résultat obtenu en utilisant les valeurs des différents paramètres nécessaires au calcul (O2/O3/O4/I1 etc...) ;- il doit être détaillé dans le PGS comment sont obtenues les valeurs d'émissions canalisées non traitées de solvant des installations E101/siliconeuse. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté à partir du SME et PGS 2023, transmis par courriel du 4 septembre 2024 : <ul style="list-style-type: none">- le facteur de réponse des solvants est utilisé pour le calcul des EACc du SME ;- la valeur du facteur de réponse utilisé pour le calcul des émissions canalisées de 1-methoxy-2-propanol de la flexographie du PGS a été corrigée et justifiée ;- la valeur du total des émissions diffuses du PGS correspond au résultat obtenu en utilisant les valeurs des différents paramètres nécessaires au calcul (O2/O3/O4/I1 etc...) ;- le PGS fournit des précisions sur la méthode d'obtention des valeurs d'émissions canalisées non traitées de solvant des installations E101/siliconeuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques - Oxydateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article article 11.1 et annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Oxydateur
Prescription contrôlée :

Article 11.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Annexe 2

la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'oxydation, de traitement atmosphérique pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrant qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures (soit 2,5 jours).

Constats :

Lors de la visite du 14 septembre 2022, l'Inspection avait constaté que l'oxydateur avait fait l'objet d'un arrêt de 5 heures sans interruption en août 2021. L'exploitant avait fourni des précisions, par courriel du 16 septembre 2022, sur les conditions de fonctionnement des installations pendant cette période d'interruption d'une durée de 5 heures. Les éléments transmis indiquaient que les machines de production à l'origine d'émissions de COV dirigées vers l'oxydateur avaient fonctionné pendant cette période sur une durée cumulée totale de 4h01. Par courrier du 9 janvier 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place deux compteurs avec un asservissement. En cas de défaut/panne de l'oxydateur :

- Le défaut remonte à la supervision ;
- Au bout de 4 heures consécutives : un arrêt automatique des équipements raccordés à l'oxydateur est provoqué ;
- Au bout de 60 heures cumulées sur une année (année glissante) : un arrêt automatique des équipements raccordés à l'oxydateur est aussi provoqué.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté le report de ces compteurs sur la supervisions et a consulté les bilans sur l'année 2024. Il n'a pas été constaté de dépassement des deux plafonds horaires précités avec un cumul annuel glissant autour de 10h.

L'Inspection a toutefois constaté que les procédures d'exploitation des machines reliées à l'oxydateur nécessiteraient d'être améliorées. En effet, il a été constaté que les périodes de remise en service des installations du site, y compris l'oxydateur, sont de manière récurrente à l'origine de périodes de fonctionnement des installations sans que l'oxydateur ne soit pleinement opérationnel. L'Inspection a constaté que ces périodes représentent environ 15 minutes par semaine. Malgré la mise en place d'une temporisation de 30 minutes visant à démarrer automatiquement l'oxydateur 30 minutes avant la reprise d'activité du site, il arrive de manière récurrente que l'oxydateur ne soit finalement pas opérationnel lors de ces reprises d'activité. L'exploitant a reconnu que des améliorations sont souhaitables pour veiller à redémarrer les unités que si l'oxydateur est effectivement opérationnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande : L'exploitant doit améliorer sa gestion des prises d'activité de son site afin d'éviter des périodes récurrentes, pendant lesquelles l'oxydateur n'est pas opérationnel, alors que les installations qui lui sont reliées ont déjà repris leur activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 17.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Analyse annuelle de la concentration en mg/l des hydrocarbures totaux dans les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La valeur limite est de 10 mg/l.
Constats : Lors de la visite du 14 septembre 2022, l'exploitant avait indiqué que le problème du raccordement de deux voisins (non industriels) à son réseau de rejet des eaux pluviales persistait. L'exploitant avait précisé que les travaux sur le domaine public (création de boîtiers de raccordement) avaient été réalisés mais que les deux voisins n'avaient pas réalisés les travaux nécessaires sur leurs domaines privés pour permettre leur raccordement direct au réseau public sans passer chez l'exploitant. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que la communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien (COR) suit la mise en conformité des raccordements des voisins au réseau d'assainissement au lieu du réseau d'eaux pluviales. S'agissant dorénavant d'un problème ne concernant plus directement l'exploitant, l'Inspection propose de lever ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. <u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022</u> Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société AVERY DENNISON MATERIALS FRANCE, 7 rue Pierre Poizat à THIZY-IES-BOURGS, est mise en demeure

de respecter, les dispositions de l'article 25.4 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié, en :

- régularisant la non-conformité relative à l'armoire oxydeur constatée lors du dernier contrôle des installations électriques de juin 2021 ;
- faisant réaliser le contrôle des installations électriques des points non contrôlés en 2020 et 2021.

Constats :

Lors de la précédente visite du 14 septembre 2022, l'exploitant avait transmis préalablement à cette visite, les rapports des contrôles des installations électriques menés par un organisme compétent en juillet 2020 et juin 2021.

L'Inspection avait constaté que les limites d'intervention suivantes avaient été relevées en 2020 et 2021 par l'organisme en charge du contrôle pour des raisons d'exploitation du site :

- coupure haute tension non réalisée ;
- dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) n'ont pas été testés dans les règles de l'art ;
- continuité à la terre des appareils d'éclairage n'a pas pu être vérifiée ;
- certaines parties des vestiaires étaient inaccessibles.

Par ailleurs, le rapport de contrôle 2021 indiquait 12 observations dont 5 avaient déjà été relevées lors du précédent contrôle de 2020.

Par courriel du 16 septembre 2022, l'exploitant avait transmis à l'Inspection le rapport de contrôle 2021 annoté avec les actions correctives menées ainsi que leurs dates de réalisation. Seule l'anomalie relative à l'armoire oxydeur (observation n°12) n'avait pas été corrigée d'après le document transmis.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriels des 1er août 2024, et 4 septembre 2024, les rapports de contrôle 2023 des installations électriques et le certificat Q18 associé. L'Inspection a constaté que le certificat Q18 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et que la vérification des installations électriques a été complète avec une coupure totale autorisée par l'exploitant. L'anomalie relative à l'armoire oxydeur a été régularisée.

Au regard de la mise en conformité, l'Inspection propose de lever le premier paragraphe de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.1.1

Thème(s) : Autre, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société AVERY DENNISON MATERIALS FRANCE, 7 rue Pierre Poizat à THIZY-LES-BOURGS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié, en mettant en oeuvre des dispositions visant à s'assurer qu'aucune personne étrangère à

l'établissement n'ait libre accès aux installations. Un contrôle des accès doit être réalisé.

Constats :

Lors de la visite du 14 septembre 2022, l'Inspection avait constaté que l'accès au site n'était pas correctement contrôlé, en particulier pour les véhicules légers et les piétons. En effet, aucun filtrage n'était réalisé pour les véhicules légers et les piétons pendant les heures d'ouverture du site. L'Inspection avait ainsi pu traverser le site avec son véhicule jusqu'au parking visiteur et avoir accès aux installations sans avoir préalablement fait l'objet d'un contrôle.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a fermé l'accès au site via des portails et barrières avec digicodes, interphones et lecture automatique de plaques d'immatriculation, permettant de filtrer les accès des piétons, véhicules légers et véhicules lourds.

Au regard de la mise en conformité, l'Inspection propose de lever le deuxième paragraphe de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le

déchets, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a consulté les registres des déchets dangereux et non-dangereux de l'exploitant pour l'année en cours.

L'Inspection a constaté pour le registre des déchets non-dangereux ne contient pas :

- les codes déchets selon les annexes VIII et IX de la Convention de Bâle pour les déchets faisant l'objet d'un transfert transfrontalier vers la Belgique ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- pour les déchets faisant l'objet d'un transfert transfrontalier vers la Belgique, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit disposer d'un registre des déchets non-dangereux conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 27.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut-être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. [...]

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que des GRV sont stockés sans rétention dans plusieurs locaux. L'exploitant a précisé que le sol de ces locaux est étanche et prévu pour récupérer les produits en cas d'épandage. L'Inspection a toutefois constaté, à partir du tableau de calcul transmis par l'exploitant par courriel du 9 septembre 2024, que les volumes de rétention de ces locaux ne sont pas suffisants au regard des quantités de GRV stockés. Les locaux concernés étaient :

- le local transfert ;
- le local silicone ;
- le stock solvant ;
- le stock adhésif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit respecter l'article 27.3 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié relatif à la mise sur rétention des produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois